

L'antifascisme : une prise de position pour l'existant. Discussion sur l'antifascisme avec Freerk Huisken

*Discussion entre le magazine *eigentümlich frei*, d'orientation plutôt anarcho-capitaliste et proche de la nouvelle droite, et le communiste Freerk Huisken portant sur l'antifascisme, extraite d'un entretien plus large publié dans le numéro 131 d'*eigentümlich frei*.*

ef : Vous vous confrontez à la question de l'antifascisme dans votre livre *Der demokratische Schoss ist fruchtbar (Le ventre démocratique est fertile)*. Qu'est-ce qui vous dérange dans l'antifascisme pratiqué par d'autres militants de gauche ?

Huisken : En gros, ce qui me dérange dans l'antifascisme de la gauche, c'est qu'il ne débouche lui aussi sur rien d'autre qu'une entreprise d'assainissement de la démocratie actuelle et qu'il opère par la condamnation, l'exclusion, le bannissement et des exigences d'interdiction. Il s'apparente donc dans les faits largement à l'antifascisme bourgeois. Ce qui est funeste avec l'antifascisme de gauche, c'est qu'il ne thématise absolument pas la conviction nationaliste au fondement du néo-fascisme. Ces gauchistes ne comprennent pas que le nationalisme citoyen constitue une nécessité démocratique.

ef : Pardon ?

Huisken : Sans prise de parti pour l'État et la Nation, le capitalisme régi démocratiquement ne fonctionnerait pas aussi bien ici qu'il ne le fait malheureusement. Il fournit ainsi la base idéologique à partir de laquelle des groupuscules d'extrême-droite et fascistes émergeront toujours en démocratie. Par ailleurs, ce qui me dérange dans l'antifascisme de la gauche, c'est qu'il constitue précisément de ce fait une prise de position implicite pour la société existante. Cela devient explicite là où la démocratie est décrite comme le moindre mal et le fascisme comme le sommet de la barbarie. Cette fausse comparaison me dérange quand même beaucoup. Premièrement, parce que la démocratie et le fascisme sont deux variantes de la même chose, la domination bourgeoise, deuxièmement, car on ne saisit pas le fascisme, encore moins le néo-fascisme, si on le réduit uniquement à l'Holocauste et à des plans de conquête mondiale et, troisièmement, parce que cette gauche semble s'être largement arrangée avec les conditions capitalistes dans la mesure où elle préfère le « moindre mal » réellement existant à la menace d'une prise de pouvoir par un néo-fascisme au programme inventé.

ef : Je peux souscrire en partie à votre critique de l'antifascisme. Mais précisément

l'affirmation selon laquelle les antifascistes de gauche « réduisent le fascisme à l'Holocauste et à des plans de conquête mondiale » ne correspond pas du tout à la réalité des groupes de gauche qui s'efforcent de combattre plus ou moins chacun-e qui n'est pas de leur avis comme un-e fasciste supposé-e. On peut à ce titre prendre l'exemple de l'auteur et social-démocrate Thilo Sarrazin¹ dont les conférences dans des librairies furent annulées suite à des menaces de violence par des antifascistes. Ou est-ce qu'en fin de compte Thilo Sarrazin est pour vous aussi un fasciste qu'il faudrait empêcher d'exprimer ses opinions ?

Huisken : Est-ce que vous voulez parler de Sarrazin ou des antifascistes de gauche ? Je n'ai rien à ajouter au jugement que je porte sur ces derniers. Cela m'épargne une répétition. Je tiens cependant à insister sur le fait que c'est précisément le mauvais concept de fascisme des antifascistes de gauche qui pousse certains groupes à utiliser l'étiquette politique « fasciste » de manière inflationnaire et à désigner toute forme de répression comme fascistoïde. Ne venez donc pas me dire que le réductionnisme « ne correspondrait pas du tout à la réalité des groupes de gauche ».

ef : Et qu'en est-il de Sarrazin ?

Huisken : Il est évident que l'on ne critique pas ses thèses en sabotant une conférence. Mais ce n'est pas ce que vise un tel sabotage. Le type n'est pas non plus un fasciste convaincu - même si le NPD² lui a lui proposé de devenir membre honorifique. C'est un

1 Né en 1945, Thilo Sarrazin est un homme politique (membre du SPD), économiste et banquier allemand. Il était membre du directoire de la Deutsche Bundesbank depuis le 1er mai 2009, poste qu'il a quitté le 1er octobre 2010 à la suite de la polémique déclenchée par la parution d'un ouvrage critique sur l'immigration musulmane. Son livre *L'Allemagne disparaît (Deutschland schafft sich ab)*, titre que l'on pourrait traduire littéralement par « L'Allemagne se supprime elle-même » est le livre politique le plus vendu de la décennie en Allemagne. Sarrazin décrit dans son livre les conséquences qui résulteraient pour l'Allemagne de la baisse de son taux de natalité, de l'augmentation de la part du revenu global perçue par des classes défavorisées et de l'immigration en provenance de pays à prédominance musulmane. Selon Sarrazin, l'une des questions clés pour l'avenir de l'Allemagne tiendrait aux changements démographiques, à l'hétérogénéité croissante de la société, à la diminution de l'efficacité et à l'augmentation de la proportion d'enfants issus de milieux dits « éloignés de la culture » dans le système éducatif. Les migrants musulmans - en particulier ceux venant de Turquie et des pays arabes - seraient difficiles à intégrer, contrairement aux étrangers de l'UE, aux Vietnamiens ou aux rapatriés. Ils auraient un rendement scolaire inférieur, seraient souvent au chômage et recevraient davantage de prestations sociales que les autres. Le 2 septembre 2010, à la suite des propos jugés racistes par la majorité des médias et de la classe politique, le directoire de la Bundesbank demande au président fédéral d'Allemagne Christian Wulff de révoquer Sarrazin. Ses propos ont été critiqués par la chancelière allemande Angela Merkel et par le président fédéral du parti social-démocrate d'Allemagne (SPD) Sigmar Gabriel qui a aussi suggéré la démission de Sarrazin du parti. Pour autant, des sondages montrent que près de la moitié des Allemands (y compris des membres du SPD) étaient d'accord avec les visions politiques de Sarrazin

2 Le Parti national-démocrate d'Allemagne (en allemand : *Nationaldemokratische Partei Deutschlands*,

nationaliste allemand profondément déçu par la politique nationale, qui se fait avant tout du soucis pour la vitalité populaire de la nation, voit partout le déclin de celle-ci et cherche par conséquent à ouvrir les yeux à la politique dominante. Il cultive ainsi dans tout les cas des illusions sur les objectifs centraux de la politique nationale contre laquelle il bataille. À travers une politique sociale qui a généré un précarariat allemand, combinée à une politique d'immigration et de déportation qui n'a besoin que d'étrangers utiles et qui chasse radicalement l'immigration de pauvreté à ses frontières, les démocrates de gouvernement allemands cherchent à promouvoir la position de l'Allemagne dans la concurrence internationale. À cette fin, ils créent des secteurs à bas salaires pour les étrangers et les citoyens allemands quitte à ce que le corps populaire allemand se mélange et pourrisse sous l'influence d'une morale de pauvreté indésirable. C'est cela qu'un Sarrazin ne peut supporter. Il n'a rien à redire à propos de la fabrication de la pauvreté. Il se plaint seulement de ses effets sur la qualité et la grandeur du « corps populaire allemand ».

Paru initialement sur *eigentümlich frei.de*, 14/03/2013, <https://ef-magazin.de/2013/03/14/4089-antifaschismus-gespraech-mit-dem-kommunisten-freerk-huisken>

Traduite de l'allemand par Memphis Krickeberg.

abrégié en NPD) est un parti politique ultranationaliste allemand, fondé le 28 novembre 1964 par d'anciens militants d'extrême droite du Parti socialiste du Reich (SRP) et du Parti impérial allemand (DRP). Souvent présentées comme néonazies, les idées du parti peuvent être qualifiées de racistes, d'antisémites et de révisionnistes. Il obtient plusieurs bons résultats locaux dans les années 1960 et, avec 4,3 % des suffrages, échoue de peu à entrer au Bundestag en 1969. Les scores du parti baissent ensuite rapidement et il devient quasiment absent de la vie politique jusqu'à la réunification. Le parti connaît quelques succès électoraux significatifs depuis le milieu des années 2000 (allant jusqu'à faire son entrée au Parlement européen en 2014, malgré un score du parti plutôt faible à ce scrutin) alors qu'une large majorité d'Allemands reste favorable à son interdiction.